

Les Camerounais demandent plus dans la promotion de l'égalité des genres

Dépêche No. 769 d'Afrobarometer | Redford Mounkala et Eric Ileng

Résumé

L'égalité des sexes visée par le cinquième Objectif de Développement Durable (ODD) des Nations Unies est un principe transversal qui sous-tend la plupart des autres ODD, car le développement ne peut réussir que si ses avantages sont appréciés de manière égale par les femmes et les hommes (Nullans, 2019).

Le gouvernement prend donc plusieurs mesures pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, parmi lesquelles un projet pour l'amélioration de l'accès des femmes et des filles à l'éducation, en particulier dans les zones rurales, et l'adoption d'une stratégie nationale pour l'égalité des sexes afin de faire valoir les droits des femmes et des filles dans tous les domaines, y compris la santé, l'emploi, la participation politique et la lutte contre la violence basée sur le genre (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, 2020).

Malgré ces efforts, le Cameroun se classe en 138ème position sur les 156 pays évalués en ce qui concerne l'égalité des sexes, d'après le Forum Economique Mondial (2021). Les écarts entre les sexes continuent de désavantager les femmes et les filles (Brun, 2019). Alors que le taux de la pauvreté est de 39% au Cameroun, ce taux s'élève à 51,5% pour les femmes, et environ huit sur 10 d'entre elles sont en situation de sous-emploi. Seulement 3% de femmes possèdent une maison ; elles ne sont que 1,6% qui détiennent un titre foncier à leur nom. Le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les 15 à 49 ans est de 5% pour les femmes, plus du double de celui des hommes (2,3%). Les femmes consacrent en moyenne plus de huit heures de plus par semaine que les hommes aux travaux ménagers non rémunérés.

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des Camerounais sur l'égalité des sexes dans le contrôle des actifs, l'embauche, la propriété foncière et le leadership politique.

D'après les résultats, il existe des gaps considérables entre les sexes en ce qui concerne l'accès à l'éducation, la possession de certains actifs et l'autonomie dans la gestion des revenus.

Les Camerounais adhèrent aux principes d'égalité dans l'accès au foncier et l'éligibilité en politique, tandis que l'égal accès à l'emploi est un sujet qui les divise. S'ils estiment qu'une femme qui se présente aux élections gagnerait en réputation, beaucoup sont-ils à dire qu'il est probable que cette dernière soit critiquée ou harcelée par sa communauté ou ait des ennuis avec sa famille.

Le manque de femmes à des postes d'influence et les violences sexistes sont les plus grands défis liés au genre aux yeux des Camerounais, qui approuvent les efforts de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des chances en faveur des femmes mais réclament encore davantage.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par Cible Etudes & Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais en mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018 et 2021.

Résultats clés

- Les hommes ont plus profité de l'éducation secondaire ou post-secondaire que les femmes (86% vs. 79%), tandis qu'il y a plus de femmes que d'hommes non-instruits ou ayant seulement le niveau primaire d'éducation (21% vs. 14%).
- Plus d'hommes que de femmes possèdent des actifs comme un téléphone portable (94% vs. 88%), un compte bancaire (38% vs. 26%), un ordinateur (35% vs. 31%) et une voiture ou moto (33% vs. 10%).
- Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'affirmer qu'ils prennent les décisions eux-mêmes concernant la façon dont l'argent du ménage est dépensé (30% contre 45%).
- Les Camerounais adhèrent à l'égalité d'accès à la terre (68%), mais sont partagés quant à l'accès égal à un emploi rémunéré (52% pour vs. 47% contre).
 - La majorité des répondants affirment que les femmes jouissent effectivement d'un accès égal à l'emploi (72%) et au foncier (64%) au Cameroun.
- Plus des trois quarts (77%) des Camerounais pensent que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes d'être élues à des postes politiques.
 - Mais 61% d'entre eux pensent qu'il est probable qu'une femme qui se présente aux élections subisse des critiques ou du harcèlement.
- Le manque de femmes à des postes d'influence et les violences sexistes sont les plus grands défis liés à l'égalité des genres aux yeux des Camerounais.
- La majorité des citoyens camerounais approuvent les performances de leur gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes (58%), mais demandent davantage d'efforts dans ce domaine (69%).

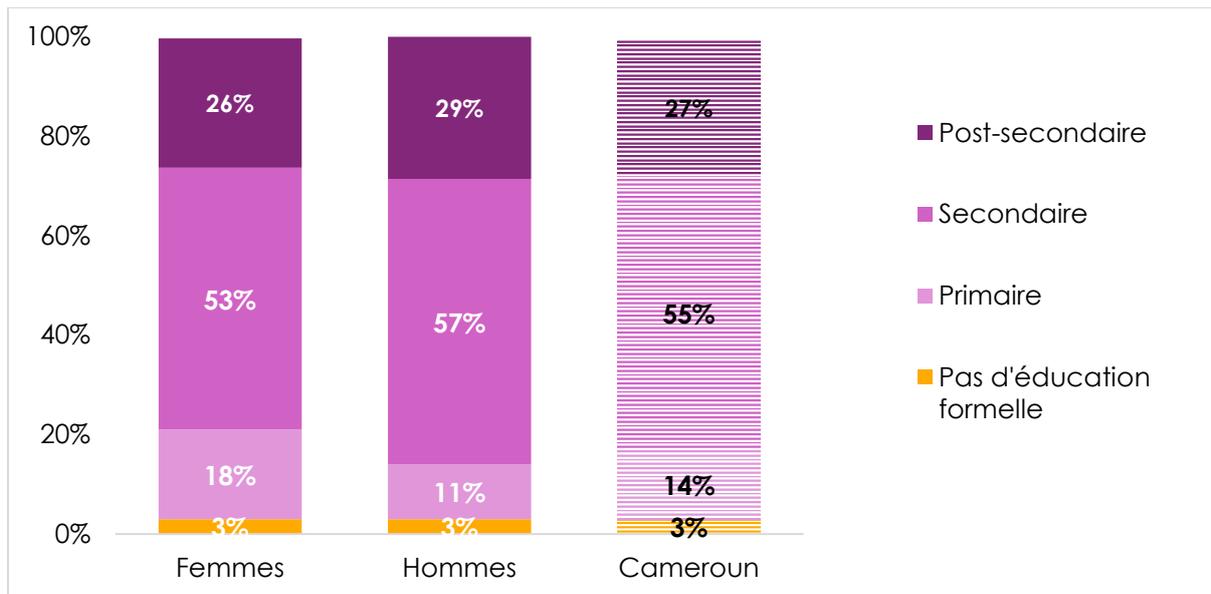
Education et contrôle des actifs

L'accès égal à l'éducation est un droit fondamental et est l'une des composantes de l'égalité des sexes abordées dans ce travail.

Au Cameroun, les hommes ont plus profité de l'éducation secondaire ou post-secondaire que les femmes (86% vs. 79%), tandis qu'il y a plus de femmes que d'hommes non-instruits ou ayant seulement atteint le niveau primaire d'éducation (21% vs. 14%) (Figure 1).

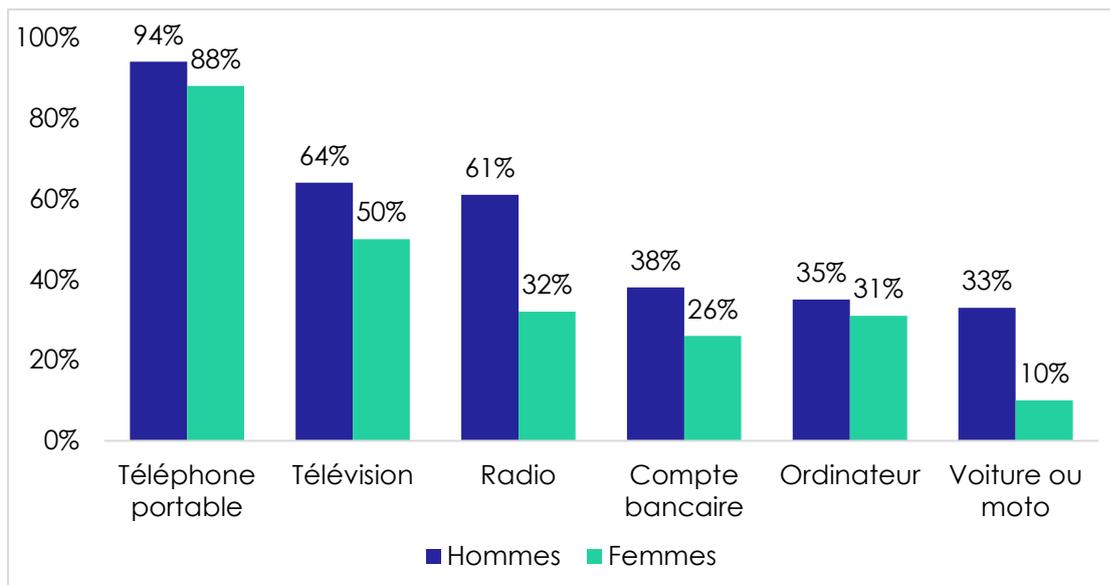
S'agissant du contrôle des actifs, plus d'hommes que de femmes possèdent un téléphone mobile (94% contre 88%), une télévision (64% contre 50%), une radio (61% contre 32%), un compte bancaire (38% contre 26%), un ordinateur (35% contre 31%) et une voiture ou moto (33% contre 10%) (Figure 2).

Figure 1 : Niveau d'éducation | par sexe | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

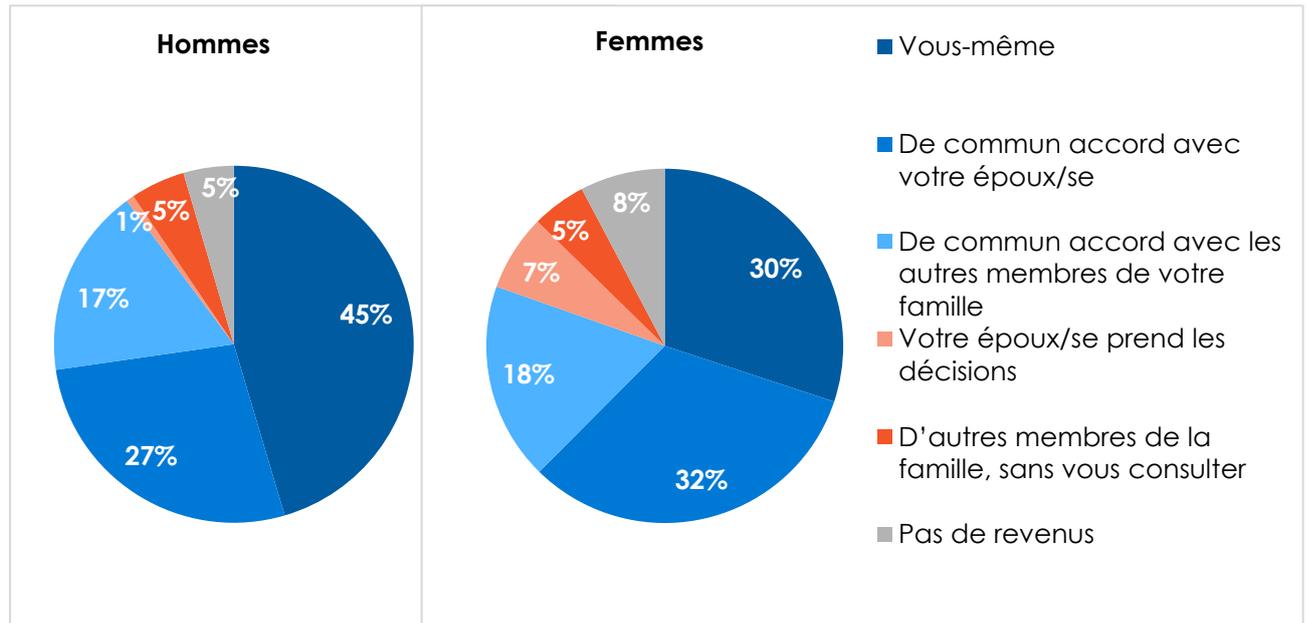
Figure 2 : Propriété d'actifs | par sexe | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? (% qui disent « oui »)

Dans les décisions concernant la façon dont l'argent du ménage est dépensé, les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'affirmer qu'ils prennent les décisions eux-mêmes (45% contre 30%), alors que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à demander l'avis de leur conjoint (32% contre 27%) et à laisser les décisions à d'autres (12% contre 6%) (Figure 3). Les hommes ont donc plus d'autonomie que les femmes dans les décisions financières du ménage.

Figure 3 : Qui décide de la façon dont les revenus du ménage sont utilisés ?
 | par sexe | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

Droit à un emploi et à la terre

La capacité de revendiquer certains droits peut être un outil pour promouvoir l'égalité des sexes – ou pour maintenir les inégalités. Les Camerounais veulent-ils l'égalité des sexes en matière d'emplois et de terres ? Et si oui, à quel point sont-ils proches de l'égalité ?

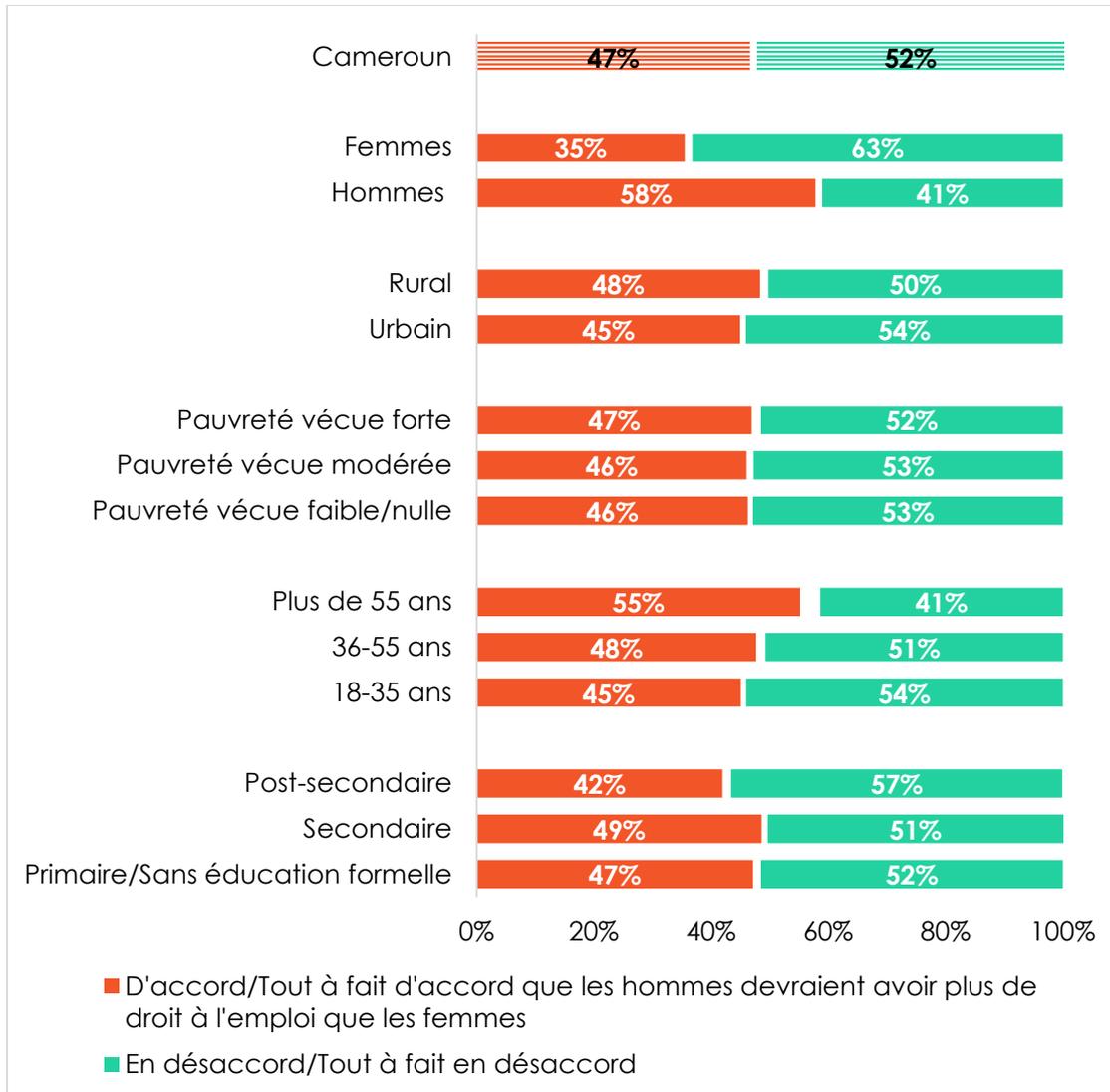
Les avis sont mitigés sur l'égalité en ce qui concerne l'emploi. Près d'un Camerounais sur deux (47%) approuvent l'idée que les hommes devraient avoir la priorité sur les femmes dans l'embauche lorsque les emplois sont rares, tandis que l'autre moitié (52%) rejettent cette forme de discrimination (Figure 4).

Les femmes (63%), les plus instruits (57%), les jeunes (54%) et les citadins (54%) sont plus susceptibles de réfuter l'inégalité d'accès à l'emploi que les hommes (41%), les moins instruits (52%), les personnes âgées (41% des plus de 55 ans) et les ruraux (50%).

L'égalité des droits de possession et de succession dans le domaine foncier quant à elle récolte l'approbation de plus des deux tiers (68%) des Camerounais (Figure 5).

Les femmes (73%) et les plus instruits (73% des post-secondaires) adhèrent plus à l'égalité d'accès au foncier que les hommes (62%) et les moins instruits (62%).

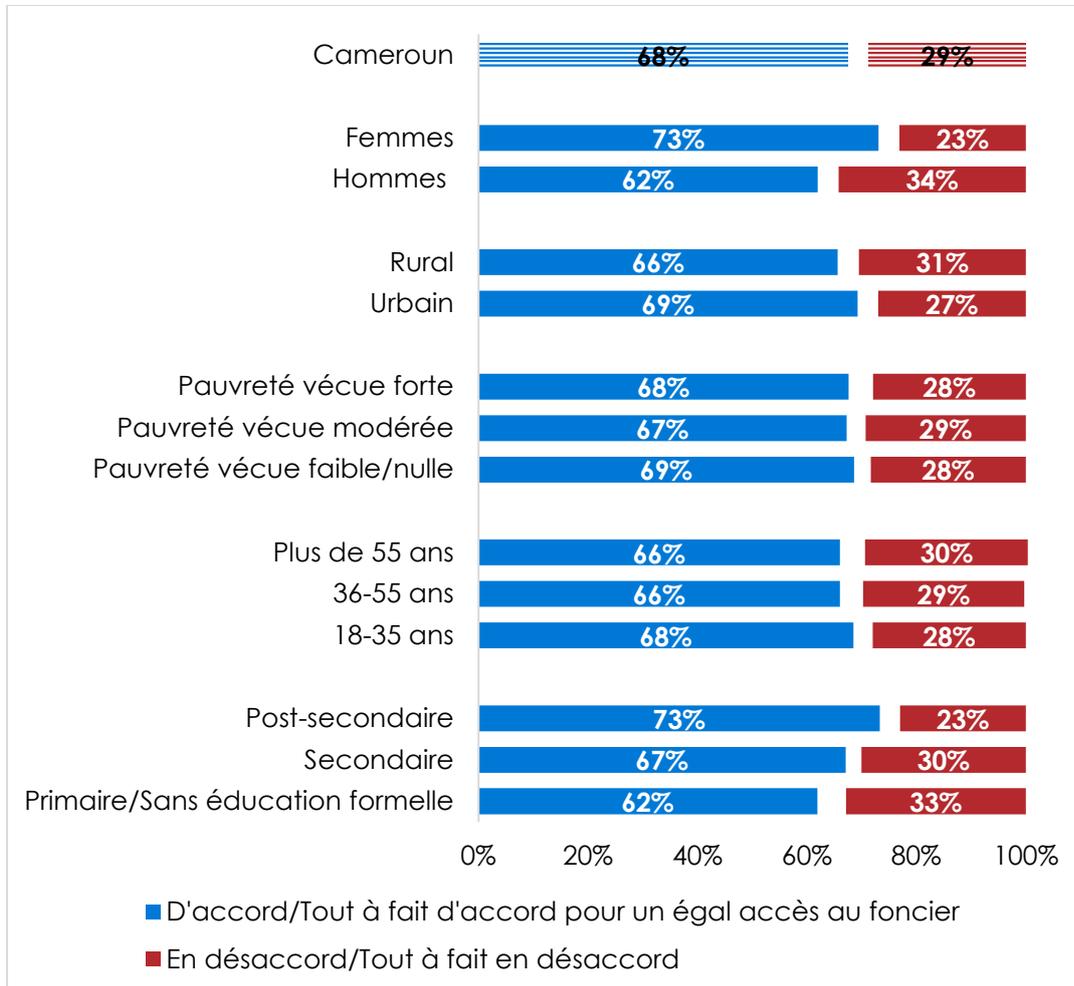
Figure 4 : Les hommes devraient-ils avoir la priorité pour les emplois rares ?
 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 5 : Les femmes devraient-elles avoir les mêmes droits au foncier que les hommes ? | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ?

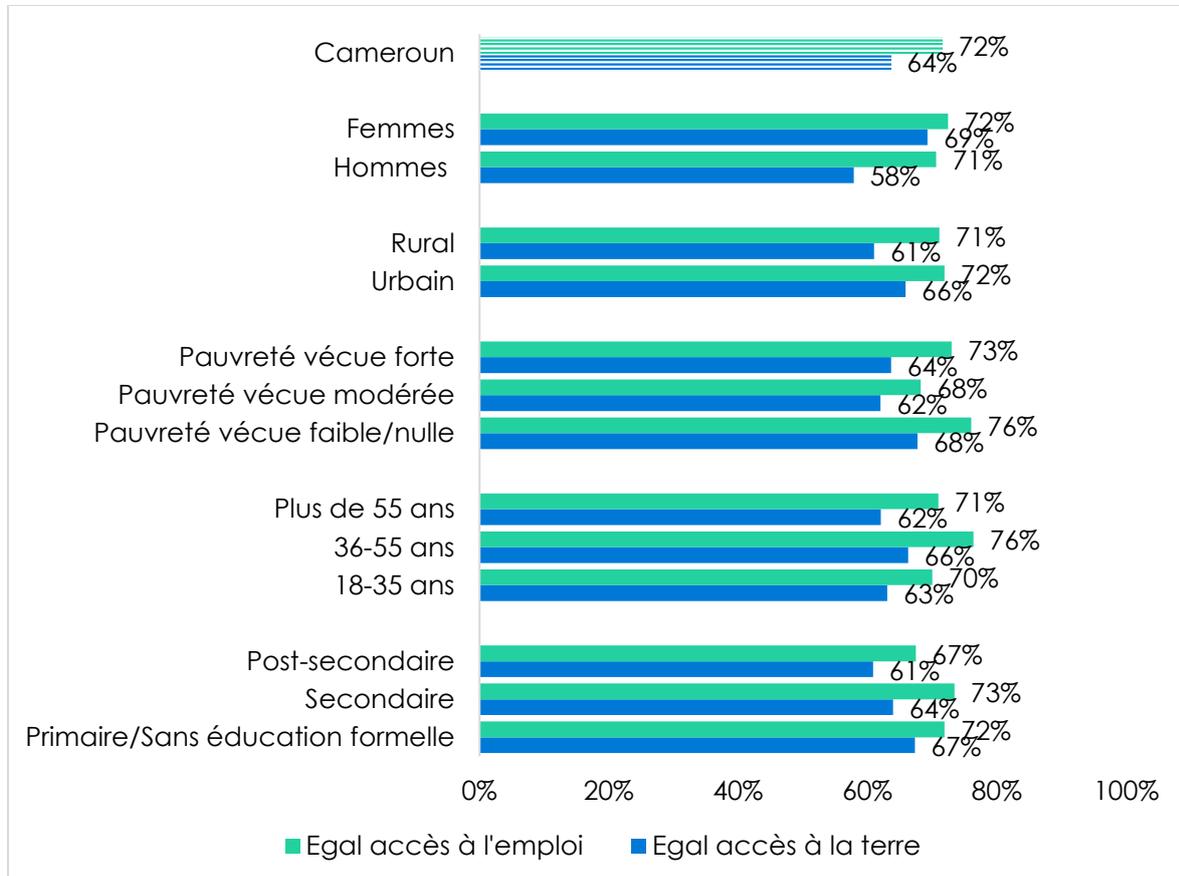
La majorité des Camerounais affirment qu'en réalité, les femmes et les hommes jouissent des mêmes chances en matière d'embauche (72%) et d'accès à la terre (64%).

L'égal accès à l'emploi est plus perçu par les moins instruits (72%-73%) que par les plus instruits (67%).

L'accès égal à la terre est quant à lui plus remarqué par les femmes (69%), les plus nantis (68%)¹, les moins instruits (67%) et les citadins (66%) que par les hommes (58%), les Camerounais moins aisés (62%-64%), les plus instruits (61%-64%) et les ruraux (61%).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 6 : Les femmes et les hommes ont-ils un égal accès à l'emploi et à la terre ?
 | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas entendu pour vous exprimer ?

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu.

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

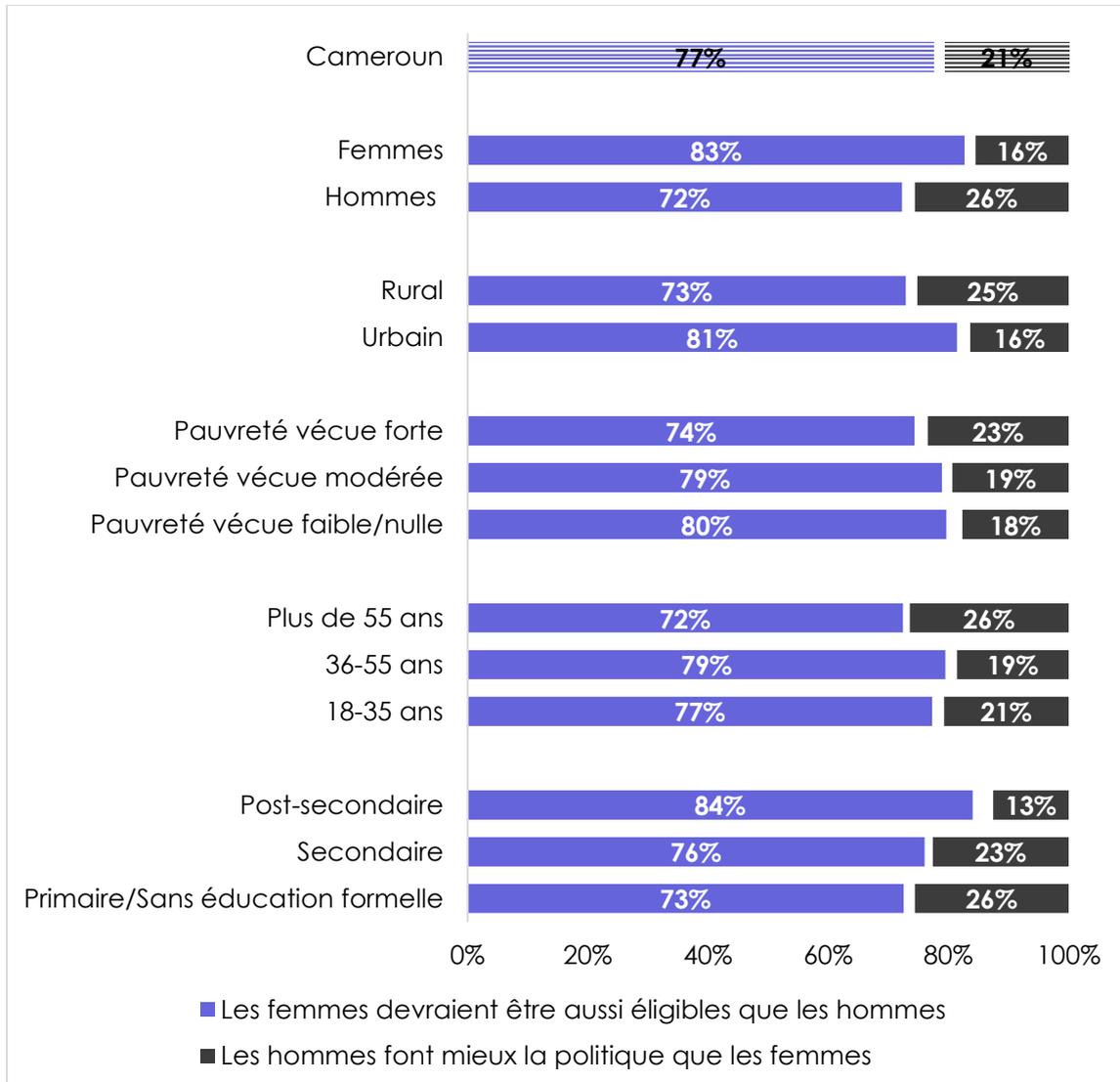
Egalité des sexes dans la participation politique

Un autre aspect essentiel de l'égalité des sexes est la participation des femmes au leadership politique. La présence des femmes aux postes politiques contribue à faire en sorte que leur voix soit entendue dans l'élaboration des politiques.

Au Cameroun, plus des trois quarts (77%) des citoyens soutiennent que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes pour disputer des postes politiques, rejetant l'idée que les hommes font de meilleurs dirigeants politiques et devraient donc être les seuls à être considérés comme candidats (Figure 7).

Le soutien à l'égalité évolue avec le niveau d'éducation et d'aisance des répondants. Ainsi, les plus instruits (84%) en sont plus favorables que les moins instruits (73%-76%) et les plus riches (80%) le sont plus que les plus défavorisés (74%). Aussi, plus de femmes (83%) et de citadins (81%) soutiennent l'égalité d'éligibilité en politique que d'hommes (72%) et de citoyens qui vivent dans les villages (73%).

Figure 7 : Les femmes devraient-elles avoir une chance égale d'être élues à des postes politiques ? | par groupe démographique | Cameroun | 2022

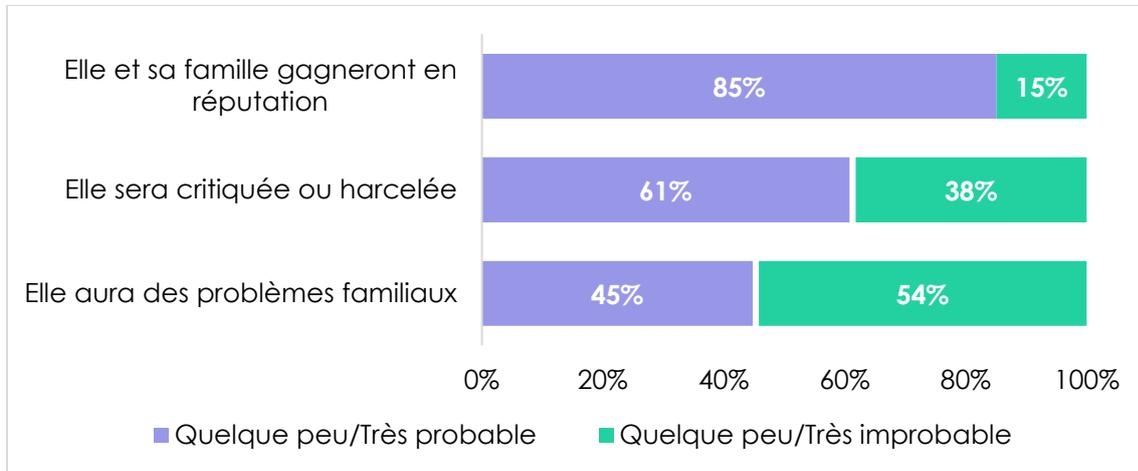


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.
 Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Même si les Camerounais adhèrent à l'égalité d'éligibilité en politique, une femme peut être encouragée à se présenter à une charge publique – ou découragée de le faire – par d'autres conséquences qui peuvent résulter de sa candidature.

Si la grande majorité (85%) des répondants considèrent qu'il est probable qu'une femme qui se présente aux élections gagne en réputation, nombreux sont les Camerounais qui disent qu'elle pourrait également subir des critiques ou du harcèlement (61%) ou avoir des problèmes avec sa famille (45%).

Figure 8 : Comment la candidature aux élections peut-elle affecter la vie des femmes ? | Cameroun | 2022



Questions posées aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :

- Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
- Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
- Elle aura des problèmes avec sa famille ?

Promotion de l'égalité des genres

Les défis pour atteindre l'égalité entre les genres au Cameroun sont divers. Lorsqu'on demande aux citoyens ce qu'ils considèrent comme la question la plus importante liée aux droits des femmes et à l'égalité pour le gouvernement et la société, ils citent l'insuffisance de femmes à des postes d'influence dans le gouvernement (29%), les violences sexistes (23%), l'inégal accès à l'éducation (18%), l'inégalité des droits de propriété et d'héritage (15%) et l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel (13%) (Figure 9).

Figure 9 : La question la plus importante des droits des femmes | Cameroun | 2022



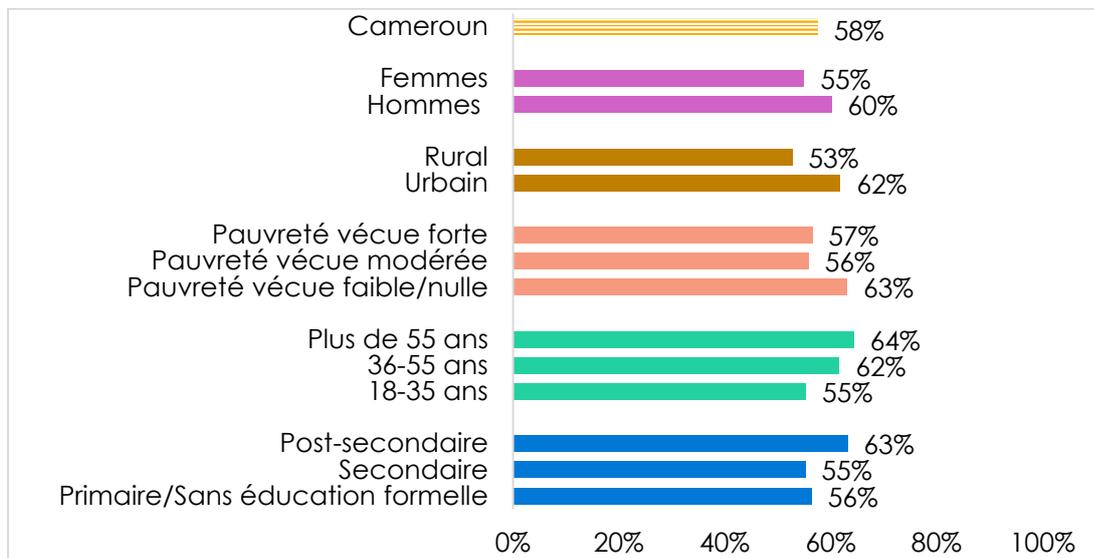
Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

Près de six Camerounais sur 10 (58%) approuvent les performances de leur gouvernement en matière de promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes (Figure 10).

Les plus âgés (64% des plus de 55 ans), les plus instruits (63%), les plus aisés (63%), les citadins (62%) et les hommes (60%) ont plus tendance à être satisfaits des performances du gouvernement dans ce secteur que leurs homologues respectifs.

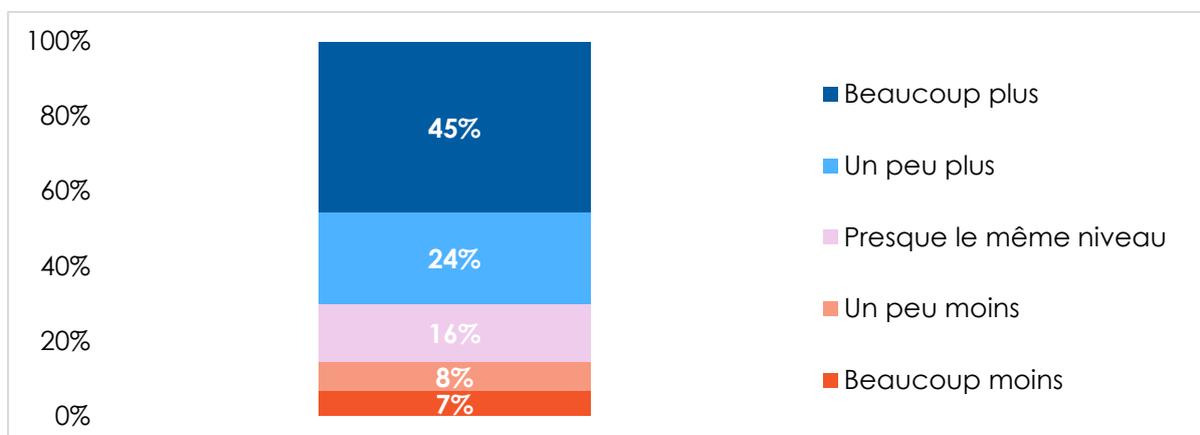
En dépit de la bonne performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité entre les genres, la majorité (69%) des citoyens pensent qu'il devrait faire « un peu plus » (24%) ou « beaucoup plus » (45%) dans ce domaine (Figure 11).

Figure 10 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Figure 11 : Le gouvernement devrait-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes ? | Cameroun | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Conclusion

Les Camerounais sont conscients de l'importance de l'émancipation des femmes et de la nécessité de reconnaître leurs droits pour promouvoir véritablement l'égalité entre les sexes. Malgré les progrès réalisés, des disparités persistent dans différents aspects de la vie sociale et économique.

Les hommes bénéficient encore d'un accès plus large à l'éducation et détiennent davantage d'actifs, tandis que les femmes sont souvent reléguées à des rôles subordonnés dans la prise de décision au sein du ménage. Bien que les femmes aient un accès similaire à l'emploi et au foncier, les obstacles persistants tels que l'accès à des postes politiques et les violences sexistes restent des défis majeurs pour l'égalité des genres.

Pourtant, il est encourageant de constater que la majorité des Camerounais reconnaissent la nécessité d'offrir aux femmes les mêmes opportunités que les hommes, notamment en politique. De plus, l'approbation de la performance gouvernementale dans la promotion de l'égalité des chances entre les sexes souligne l'importance accordée à cette question au niveau national.

En définitive, il est essentiel de poursuivre les efforts pour combler les écarts entre les hommes et les femmes et garantir une société plus juste et équitable pour tous. Cela nécessite non seulement des politiques et des programmes gouvernementaux robustes, mais aussi un changement de mentalité et une sensibilisation accrue de la part de la société dans son ensemble.

Références

- Brun, D. (2019). Données sur l'égalité des sexes au Cameroun. GenCap.
- Forum Economique Mondiale. (2021). Global gender gap report 2021 : Insight report.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille. (2020). Profil genre-pays.
- Nullans, R. (2019). Faire de l'égalité femmes-hommes le levier transversal pour un monde durable. ONU Femmes. 24 novembre.

Redford Mounkala est responsable des études et recherches au sein du cabinet Cible Etudes & Conseil, le partenaire national d'Afrobarometer au Cameroun. Email : mounkala@groupe-cible.com.

Eric Ileng est directeur d'agence de Cible Etudes & Conseil. Email : ilengeric@groupe-cible.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Veillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 769 d'Afrobarometer | 14 février 2024